

Toulouse, le 16 décembre 2020

**Rentrée 2021 dans l'académie de Toulouse,
l'équation Blanquer : plus de postes = moins de postes...
(pour toujours plus d'élèves !)**

Le Ministère de l'Education nationale a communiqué ce jour la dotation en postes pour les collèges et les lycées. Affichant l'illusion d'une dotation positive de +25 postes, le ministère en retire en réalité 55. L'explication est simple : le retrait de 55 emplois produira le retrait de 55 personnels physiquement présents dans les établissements, qui seront remplacés par davantage d'heures supplémentaires à assurer par nos collègues (équivalentes à 25 postes supplémentaires).

Malgré la hausse des effectifs en collèges et lycée à la prochaine rentrée (+2255 élèves attendus pour l'académie de Toulouse), le ministère compte demander aux collègues de prendre en charge plus d'élèves, par le biais de services surchargés, au détriment de la qualité de l'investissement des collègues qui auront face à eux plus d'élèves et moins de temps à leur consacrer. Pour conserver les taux d'encadrement déjà dégradés de la rentrée 2020, il faudrait créer, pour notre académie, 105 postes . Pour retrouver les taux d'encadrement de la rentrée 2017, il faudrait en créer 617 !

Dans le contexte sanitaire que connaît le pays, et les retards pris dans les apprentissages des élèves lourdement impactés par le confinement du printemps 2020 et que les collègues ont constaté dès la rentrée de septembre, le Ministre a fait un choix clair : ne pas fournir aux personnels les moyens d'y remédier, abandonnant les élèves, et notamment les plus fragiles, à leurs difficultés accrues. Pourtant, dorés et déjà, de nombreuses heures supplémentaires ne sont plus acceptées par nos collègues, obligeant chaque année le rectorat à recruter des personnels précaires en nombre toujours plus grand (plus de 12% des personnels sont contractuels).

Pour nos collègues, la charge de travail va s'accroître encore et les classes se charger davantage, quand le nombre de classes de collègues à plus de 30 élèves a doublé de la rentrée 2018 à la rentrée 2020, et que depuis 2 ans les classes de lycées sont systématiquement financées sur la base de 36 élèves au lieu de 35 auparavant. Le volume des heures supplémentaires a déjà atteint à cette rentrée dans l'académie celui de la fin du quinquennat Sarkozy, avant que 54.000 postes ne doivent être réinjectés dans le système éducatif sous le quinquennat Hollande.

Bien loin du plan d'investissement que nécessiteraient les collèges et lycées, le Ministère choisi de réduire l'offre de formation (réforme du lycée), de remplir les classes et de surcharger la tâche déjà difficile de nos collègues. Le SNES-FSU entend dénoncer les choix éducatifs du ministre dès le 26 janvier 2021, dans le cadre d'une grève nationale à laquelle il appelle dans l'Education : J.M. Blanquer a renoncé à assurer la réussite de tous les élèves, pas nous !

Contacts :

Pierre Priouret, 06.81.05.52.64